

# Chronique d'Emmanuel Morucci - 30/11/11



Plus que jamais il est devenu compliqué de saisir les nuances des annonces médiatiques et politiques concernant l'Europe et l'Euro. Les faits sont exposés de telle manière que les deux dimensions sont parfois confondues dans les esprits.

Le premier élément est qu'il est nécessaire de bien séparer les notions d'Union européenne et de zone Euro. La première est la dimension supranationale vers laquelle les Etats membres au nombre de 27 ont transféré des compétences. L'Union assure sa mission sous l'impulsion des chefs d'Etats et de gouvernement, avec une mise en application par le conseil des ministres et la Commission européenne sous le contrôle du Parlement européen.

En plein cœur de la crise, l'Union poursuit ses tâches quotidiennes et la gouvernance de l'Union traite des compétences exclusives (la PAC par exemple) et des compétences partagées (l'économie par exemple). A ces compétences se rajoute aujourd'hui la politique européenne de sécurité et de défense. Celle qui doit construire à la fois techniquement et politiquement cette responsabilité nouvelle donnée par le Traité de Lisbonne.

La zone Euro fait partie de l'Union économique et monétaire (UEM). C'est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie unique. Au nombre de 17, ils représentant près de 322 millions d'habitants.

La politique monétaire est placée sous la responsabilité de la Banque centrale européenne qui est une institution majeure. C'est elle qui assure la gouvernance de la monnaie unique. Le traité de Maastricht prévoit que tous les pays membres de l'Union adopte la monnaie unique « lorsque les peuples en conviendront » il y a en a actuellement 10 qui restent en dehors et c'est certainement un handicap pour régler la question de la crise.

Une crise qui est attisée chaque jour un peu plus par les agences de notation qui sont issues du système bancaire et financier international. Ces dernières indiquent aux investisseurs le degré de confiance que l'on peut avoir en tel ou tel pays. Les taux de prêt de l'argent change en fonction des économies nationales et on le voit, chaque pays européen est pris individuellement et non pas de manière collective en fonction de l'appartenance à l'Union européenne ou à l'Union économique et monétaire. Alors que veulent ces agences ?

Les indicateurs boursiers à la hausse ou à la baisse laissent penser que le système financier souhaite amener les pays de la zone Euro à s'unir plus fortement en allant à la gouvernance commune de la monnaie. Là les choses ne sont pas simples car les souverainetés et les cultures nationales existent. Mais on le voit, chaque jour qui passe prépare l'opinion et les marchés à ce transfert de souveraineté et donc des comportements des Européens vers l'UEM. Reste ensuite à l'étendre à l'Union européenne au prix peut être de départ de quelques pays et de resserrement des compétences sur des champs d'action bien cernés.

L'Europe est donc désormais sur la voie d'un fédéralisme qu'il convient désormais de définir et d'appliquer.

**Emmanuel Morucci**